

La crise et nous: Impacts et écueils

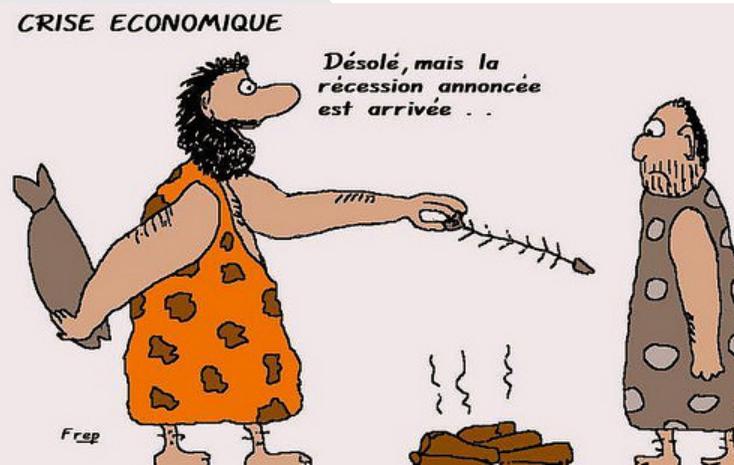
Un document du **MEPACQ**
Août 2009

Une année marquée au fer rouge

La crise actuelle est le résultat des défaillances internes propres au système capitaliste mondialisé.

La dernière année laissera pour plusieurs personnes un goût fortement amer. En effet, ce qui a d'abord débuté par une crise financière causée par un mélange complexe d'abus financiers, de déréglementation et de profits abusifs s'est rapidement transposé dans l'économie réelle. Pourtant loin d'être la conséquence d'abus de quelques individus, la crise actuelle est au contraire le résultat des défaillances internes propres au système capitaliste mondialisé. Ce sont effectivement les règles de ce dernier qui ont permis une concentration sans précédent de la richesse. Ce sont ces mêmes règles qui ont mené à la création d'oligopoles qui dominent aujourd'hui non seulement le système économique et financier, mais qui ont une influence considérable sur le système politique et même judiciaire. Ce pouvoir d'influence est utilisé à une seule fin : augmenter continuellement les profits de ces oligopoles et protéger les intérêts des grands détenteurs de capitaux. Il n'est donc pas surprenant de voir ces hommes de pouvoir (car évidemment il y a très peu de femmes) faire pression pour la sauvegarde prioritaire du système financier qui est le socle du système capitaliste actuel.

Au cours des derniers mois, les populations de tous les continents ont été stupéfaites d'assister aux faillites des plus grandes banques américaines. Devant la catastrophe annoncée par cet effet domino, les États sont accourus à la rescousse de ces institutions multi-milliardaires aujourd'hui acculées à la faillite par la cupidité et l'avarice de différents acteurs. Combien de Bernard Maddox le système tolère-t-il? Combien de milliards de dollars iront en faramineux bonis aux présidents de ces banques aujourd'hui en banqueroute?



Bien qu'il soit tout à fait légitime de condamner fermement ces abus, il importe de garder en tête que c'est le système économique actuel qui a causé la crise planétaire à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés. Il est donc primordial de trouver les causes profondes de cette débâcle et de remettre en question les prémisses du système actuel, soit : la (sur)consommation, l'exploitation de la force de travail et l'individualisme. C'est à ce défi que nous devons nous attaquer, non seulement en tant que citoyenNE, mais également en tant que société.

Le plus grand danger de cette crise : le maintien du système capitaliste

Après les difficultés rencontrées par les institutions financières, la population mondiale a vu la croissance économique ralentir, les faillites surgir, les mises à pieds monter en flèche et la crainte des pertes d'emploi gagner de plus en plus de ménages. C'est également impuissantes que les populations ont assisté à des plans de sauvetage où les bouées étaient principalement destinées aux institutions financières, celles-là mêmes qui nous ont conduits au naufrage actuel. Le gouvernement faisait ainsi le pari que les citoyens et citoyennes devraient tenter de rester à flot par leurs propres moyens. En effet, les différents plans de sauvetage proposés n'ont qu'un seul objectif : sauver le système financier capitaliste de l'abîme. Ainsi, c'est à coups de centaines de milliards de dollars distribués aux multinationales, banques et autres entreprises que l'on espère empêcher le navire de sombrer. L'objectif de nos politiciens est clair : rétablir au plus vite le cirque de la mondialisation néolibérale car « the show must go on! »

Or, le rétablissement du système, même avec quelques changements comme le propose l'administration Obama ou le G-20, mènera inévitablement à une nouvelle crise, encore plus profonde. Comme nous l'a enseigné la crise de 1929, même si des mesures importantes sont mises en place pour éviter les abus, les trafics d'influence et les fraudes, elles s'effritent au fil des ans et finissent par être abolies sous la pression du pouvoir d'influence démesuré que détiennent les grands oligopoles. La nature même du système capitaliste implique la déréglementation maximale d'un marché qui prétend s'autoréguler. Or, les premiers bénéficiaires d'un tel système sont évidemment les grandes entreprises et les multinationales, celles-là mêmes qui détiennent un pouvoir d'influence politique considérable et qui contrôlent en partie le marché. Il est donc dans la nature et dans les intérêts de ces entreprises d'utiliser leur pouvoir d'influence pour abolir ces lois qui restreignent leurs profits. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé, aux États-Unis, avec le Glass Steagall Act. Cette loi fut imposée au lendemain du krach de

1929 afin d'encadrer les pratiques bancaires et financières des entreprises américaines. Or, au fil des ans, cette loi a été affaiblie et par la suite régulièrement bafouée au cours des années '90 (avec l'autorisation du congrès), pour finalement être officiellement abolie en 1999. Tant qu'on ne s'attaquera pas à la cause structurelle qui génère les inégalités socioéconomiques, on ne pourra prévenir ou empêcher la prochaine crise.

À la lumière des importants et passionnants défis et remises en question que suscite cette crise économique, nous vous proposons une réflexion qui aura comme axe transversal la crise que nous traversons. Nous tenterons de faire ressortir les liens – passés, présents et futurs – entre celle-ci, le système capitaliste et les différents maux socioéconomiques qui touchent notre société. Pour ce faire, nous aborderons trois grands thèmes inter-reliés qui regroupent des enjeux majeurs de notre société soit : la pauvreté, la démocratie et l'environnement.

Pauvreté: Chez nous

Malgré une croissance économique significative au cours des 30 dernières années, force est de constater que cette croissance ne bénéficie pas de la même façon à toutes et tous. Le dernier recensement effectué par Statistique Canada a mis au jour une situation depuis longtemps décriée dans le monde : les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent et le fossé les séparant se creuse sans cesse. Par exemple, dans les années soixante-dix, les patrons gagnaient, en moyenne, 30 fois le salaire d'un

dans les années soixante-dix, les patrons gagnaient, en moyenne, 30 fois le salaire d'un employé. Aujourd'hui, ces patrons gagnent 300 fois celui des salariéEs.

employé. Aujourd'hui, ces patrons gagnent 300 fois celui des salariéEs. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'au cours des 25 dernières années, les revenus des 20 % des Canadiens les plus riches ont augmenté de 16 %, tandis que ceux des 20 % les plus pauvres diminuaient de 21 % et ceux de la classe moyenne stagnaient .

Ces chiffres sont le reflet du monde du travail tel qu'il a évolué au sein du système capitaliste. On constate une stagnation ou une diminution des revenus des ménages salariés qui se conjugue et s'explique par une diminution du taux de syndicalisation (le Québec étant – jusqu'ici – l'exception), une augmentation du travail atypique et à temps partiel, une diminution du pouvoir d'achat des personnes travaillant

au salaire minimum ou sur l'aide sociale, une diminution de l'accès à l'assurance-chômage (assurance-emploi), etc. Pourtant, la richesse mondiale a augmenté, nous disent unanimement les économistes. Où donc est-elle alors allée ? Puisque la richesse est normalement le produit du labour des travailleurs et travailleuses, ceux et celles-ci auraient dû voir croître leurs revenus... et pourtant, tel ne fut pas le cas !

Cette situation témoigne de la réalité du système capitaliste où la plus-value créée par les travailleurs et travailleuses est en grande partie détournée au profit des dirigeants plutôt que redistribuée parmi les salariéEs. Parallèlement à cette création de richesse sous forme de biens et services se développe, dans le monde financier, une richesse virtuelle fondée sur la spéculation et qui ne bénéficie principalement qu'à une poignée d'individus: travailleurs du secteur financier, actionnaires, dirigeants

d'entreprises. Pensons par exemple à Couche Tard: alors que ses employéEs sont payéEs au salaire minimum, le PDG de cette chaîne de dépanneurs « gagnait », en 2004, 11,7 millions de dollars. Pensons également à l'empire de Québecor qui, après avoir imposé un lock out de 16 mois à ses employés du Journal de Québec, s'attaque maintenant à ceux du Journal de Montréal. Pensons enfin à ces millions d'épargnants québécois qui ont vu leurs épargnes fondre suite aux dérives spéculatives des administrateurs de la Caisse de dépôt et de placement du Québec qui eux sont, rappelons-le, grassement payés.

Or, la croissance économique du système capitaliste étant principalement basée sur la consommation des ménages, l'élite économique, afin de maintenir et accroître sa domination, devait assurer cette croissance malgré

l'appauvrissement des ménages. C'est ainsi qu'au cours des 30 dernières années, parallèlement à la distribution inégale de la richesse, apparaissaient différentes méthodes visant à pallier cette perte du pouvoir d'achat des ménages afin de maintenir, voire de continuer d'accroître, leur consommation : accès facilité au crédit et aux prêts, politique commerciale « achetez maintenant, payez plus tard », valorisation sociale de la consommation matérielle, création de nouveaux besoins (maisons et véhicules disproportionnés par rapport aux besoins, appareils énergivores, culte de la beauté et de la jeunesse, etc.). Il n'est donc pas surprenant, à la lumière de ces deux situations combinées, que le niveau d'endettement des ménages canadiens soit passé de 70 % à 124 % entre 1985 et 2005 . Ceci signifie que pour chaque dollar de revenu annuel après impôts, les Canadiens et Canadiennes ont 1,24\$ de dette. Qui plus est, le taux d'épargne des Canadiens

et Canadiennes est à son plus bas niveau en 20 ans . Or, puisque la classe moyenne ne s'est guère enrichie au cours de ces années et que les plus pauvres se sont appauvris, cet endettement n'a pas servi à entretenir un train de vie démesurément luxueux, mais simplement à compenser la perte réelle de revenu des classes moyennes et défavorisées.

Ce transfert de richesse des poches des gens les plus pauvres vers celles des plus riches a également été permis par l'augmentation des tarifs des services publics et par la cure minceur qu'a subie le filet social québécois. Cette orientation a été directement influencée par la théorie de Milton Friedman selon laquelle l'État doit intervenir le moins possible et laisser plutôt le marché définir la valeur de chaque bien et service, du système de santé à l'éducation en passant par l'électricité et l'eau.

Ces choix politiques néolibéraux devait servir à alléger le fardeau fiscal des contribuables, à commencer par les plus fortunés. Ainsi, en quarante ans, le système fiscal québécois est passé d'un système à 10 paliers d'imposition (allant jusqu'à 34 % des revenus) à un système à trois paliers d'imposition (allant jusqu'à 24 % du revenu). Parallèlement à cette perte de revenu, l'imposition des entreprises a chuté, devenant l'une des plus faibles dans toute l'Amérique du Nord et permettant ainsi aux riches d'accumuler encore davantage de richesses. Pour pallier ce manque à gagner, les gouvernements québécois qui se sont succédés ont réduit les dépenses reliées aux services sociaux et augmenté les tarifs qui devaient dorénavant correspondre davantage à la valeur que leur donne le marché. Au fil des ans, plusieurs assistés sociaux et assistées sociales ont dû se contenter que de demi-indexations, l'accessibilité à l'assurance-emploi a été considérablement restreinte malgré des surplus de cotisations accumulés de plusieurs dizaines de milliards de dollars, l'accessibilité à l'aide juridique a été considérablement réduite, etc. Pendant ce temps, les Québécois et Québécoises ont simultanément vu les tarifs d'électricité, de transport en commun et de frais de scolarité grimper rapidement. En rétrospective, ce sont l'ensemble de ces mesures et de ces choix qui sont partie intégrante de l'idéologie néolibérale et qui ont causé l'appauvrissement du plus grand nombre d'entre nous.

Devant ces inégalités, plusieurs travailleurs et travailleuses ont cependant dénoncé les abus patronaux. Par exemple, de nombreux employéEs, que ce soit du secteur de l'hôtellerie, de la poste ou du secteur de l'alimentation, sont entréEs en grève pour exiger de meilleures conditions de travail. D'autres, comme au Journal de Québec, forcéEs

En quarante ans, le système fiscal québécois est passé d'un système à 10 paliers d'imposition (allant jusqu'à 34% des revenus) à un système à trois paliers d'imposition (allant jusqu'à 24% du revenu).

au lock-out, ont décidé de se réapproprier leur force de travail en produisant leur propre journal. Rappelons que ce journal, distribué gratuitement, entrait en concurrence directe avec le Journal de Québec, dorénavant produit par des cadres et des briseurs de grève, comme le conclura une décision de la Commission des relations de travail. Les employés du Journal de Montréal, lorsqu'à leur tour forcés au lock-out par le même employeur, ont, quant à eux et elles, mis sur pied un quotidien en ligne intitulé « Rue Frontenac ».

Ainsi, si les exemples d'abus foisonnent, particulièrement en cette période de crise économique, force est de constater que certains exemples de solidarité sociale nous proposent d'autres modèles d'organisation du travail qui méritent qu'on s'y attarde si nous voulons repenser le modèle économique actuel.



Pauvreté: Le monde et nous

Les répartitions inégales de la richesse que nous avons évoquées plus tôt se retrouvent – de façon encore plus exacerbée – à l'échelle planétaire. Il n'est pas surprenant qu'un capitalisme mondial ait, au cours des trente dernières années, aggravé la problématique de la répartition inégale de la richesse notamment entre les pays du Nord et ceux du Sud. Or, les problèmes sociaux et économiques résultant de l'appauvrissement d'un nombre grandissant de personnes sont de plus en plus graves et se font dorénavant sentir dans les pays occidentaux. Par exemple, les migrations causées par les guerres, les famines ou l'absence d'un avenir décent dans de nombreux pays poussent les gouvernements néolibéraux à investir des sommes colossales dans la surveillance des frontières et la sécurité intérieure. Évidemment, ces sommes ne sont ensuite plus disponibles pour s'attaquer aux problématiques sociales comme l'intégration des nouveaux arrivants, les conflits inter ethniques, l'intolérance, les préjugés, la violence, etc. Ces problématiques ont pourtant des coûts – économiques et sociaux – à la fois pour les populations du Nord, mais surtout pour celles du Sud. En effet, les pays du Sud vivent actuellement un exode des cerveaux qui réduit considérablement leur capacité à s'organiser et à se développer collectivement. Ce cercle vicieux est donc un complexe mélange de choix politiques et économiques qui sont faits à différents paliers – régionaux, provinciaux, nationaux et internationaux, et ce dans l'ensemble des pays de la planète. Or, lorsque cette dynamique migratoire va en grandissant, tant les pays du Nord que ceux du Sud sont perdants.

En 2008, la répartition inégale de la richesse et l'appauvrissement des moins nantis a donné lieu à des révoltes populaires dans de nombreux pays. En Amérique latine et en Afrique, les émeutes provoquées par la hausse spectaculaire du prix de denrées de

base comme le blé, le maïs ou le riz ont paralysé les pays durant plusieurs semaines. Ces famines sont le résultat des politiques des pays du Nord qui ont permis la spéculation sur ces ressources vitales et encouragé, par des subventions généreuses, le détournement massif de grandes quantités de céréales vers des usages énergétiques (éthanol). Au Canada, une récente étude de Statistique Canada démontrait que malgré la crise, les prix des aliments avaient augmenté de 7,9 %, ceux des céréales de 11 %, ceux des fruits de 19 % et ceux des légumes de 26 % au cours des 12 derniers mois. Dans un marché international où le libre-échange et la spéculation dictent les règles, les fluctuations des prix internationaux des matières premières sont portées à être relativement imprévisibles et de grande ampleur. Ce marché international libre-échangiste restera le théâtre de rapports de force qui désavantageront en premier lieu les personnes les plus pauvres, tant dans les pays du Sud que du Nord.

Au Canada, les prix des aliments ont augmenté de 7,9 %, ceux des céréales de 11 %, ceux des fruits de 19 % et ceux des légumes de 26 % au cours des 12 derniers mois.

Au Nord, les accords de libre-échange (ALE) ont entraîné une perte de pouvoir des travailleurs et travailleuses dans leur rapport de force avec l'employeur. Ceci a eu pour conséquence de réduire leur chance d'améliorer leurs protections sociales et économiques, ce qui a permis le détournement de la richesse créée au profit de leurs employeurs. Au Sud, ce libre-échange a anéanti de nombreux commerçants, artisans et agriculteurs locaux et permis le pillage des ressources de ces pays par des multinationales occidentales. Comme c'est le cas de la minière canadienne Barrick Gold, ces multinationales, en plus de s'enrichir en appauvrissant les pays africains et sud-américains, ont des pratiques souvent contraires aux droits fondamentaux de la personne et à la protection de l'environnement. Que ce soit en ce qui a trait aux droits du travail ou à l'ingérence politique de ces multinationales, un seul objectif est visé, celui de faire le plus de profit possible, et ce au détriment des populations locales.

Comme nous le verrons ci-après, ces inégalités ne se limitent pas uniquement à la sphère économique, mais touchent l'ensemble des droits d'un individu et viennent menacer les fondements de nos sociétés dites démocratiques.



Démocratie: Chez nous

Les élections déclenchées cet automne, tant au fédéral qu'au provincial, sont venues alimenter le cynisme de la population face à la classe politique. Alors que le gouvernement conservateur a lui-même voté une loi pour des élections à date fixe, c'est en contravention de cette loi qu'il décide, en octobre, de déclencher les élections. Quelques semaines plus tard, devant les sondages qui lui sont favorables et la possibilité de former un gouvernement majoritaire, ce sera au tour de Jean Charest de déclencher des élections. Le bilan de ces deux élections nous démontre toutefois que nos politiciens n'ont pas eu tout ce qu'ils voulaient. Au niveau fédéral, les coupures annoncées dans la culture, l'annonce du projet de loi C-484 qui proposait de donner des

droits au fœtus et l'ensemble des orientations de droite du gouvernement conservateur ont poussé de larges pans de la société à descendre dans la rue pour s'opposer à sa réélection. Ces mobilisations ont finalement porté fruit car si, lors du déclenchement des élections, les sondages laissaient entrevoir de fortes possibilités quant à l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire, Stephen Harper a finalement dû se contenter d'un mandat minoritaire. Au provincial, si Jean Charest a réussi son pari de se faire réélire avec un mandat majoritaire, le mécontentement des Québécois et Québécoises face à ce déclenchement d'élection s'est traduit par un taux historique d'abstention: près de 43% des électeurs et électrices n'ont

Au provincial, le mécontentement des Québécois et Québécoises face à ce déclenchement d'élection s'est traduit par un taux historique d'abstention : près de 43% des électeurs et électrices n'ont pas exercé leur droit de vote. Ce faible taux de participation ne peut être dissocié des effets néfastes du système électoral actuellement en vigueur.

pas exercé leur droit de vote. Ce faible taux de participation ne peut être dissocié des effets néfastes du système électoral actuellement en vigueur. Puisque notre vote compte uniquement s'il va à la personne qui remporte le siège de la circonscription, lorsque notre choix a peu ou pas de chance de remporter la circonscription, plusieurs en tirent la conclusion qu'il s'agit d'un vote qui ne sert à rien. Cependant, tant lors des élections fédérales que provinciales, les Québécois et Québécoises ont semblé claires sur un sujet : ils et elles se méfient des gouvernements trop à droite. Ceci s'est traduit notamment par la chute dramatique de l'ADQ et du très faible nombre de candidats conservateurs et candidates conservatrices élus en sol québécois.

Dans ce portrait électoral, il importe de souligner deux faits saillants significatifs qui ont impliqué une forte mobilisation populaire. Premièrement, au niveau fédéral, notons la participation d'Elizabeth May du Parti vert au débat des chefs. Cette participation aura certainement eu pour effet de faire connaître Mme May et son parti, un élément positif d'une démocratie multipartite. Au niveau provincial, malgré des ressources financières bien maigres et l'interdiction de participer au débat des chefs, Québec solidaire aura néanmoins réussi le pari de faire élire son premier député, Amir Khadir.

Si l'opportunisme électoral de nos politiciens relativement au déclenchement des élections a été largement critiqué, l'unilatéralisme dont a par la suite fait preuve Stephen Harper pour faire face à la crise économique a également suscité de vives réactions. L'énoncé économique qui proposait notamment le retrait du droit de grève pour les fonctionnaires fédéraux jusqu'en 2011, l'abolition des subventions aux partis politiques et l'abolition de certains recours pour obtenir l'équité salariale, a été catégoriquement et unanimement condamné. Dans un mouvement de colère rarement vu à Ottawa, les partis d'opposition, réunis en coalition, ont menacé de renverser le gouvernement si celui-ci ne modifiait pas son énoncé économique et ne tenait pas davantage compte de la réalité des travailleurs et travailleuses dans un contexte de crise économique.

Cette épée de Damoclès qui pesait sur le gouvernement de Stephen Harper l'a contraint à battre en retraite relativement à plusieurs aspects de son énoncé. Ses intentions sont néanmoins fort inquiétantes. Dans une entrevue accordée au mois de janvier 2009, le chef du Parti conservateur a promis de revenir à la charge en ce qui a trait au retrait du financement public des partis politiques. Rappelons que les trois partis d'opposition dépendent largement de ces subventions de l'État, calculées en fonction du nombre de votes obtenus au dernier scrutin. La fin de ces subventions pourrait mener le Parti libéral à la faillite et menacer sérieusement l'existence du Bloc québécois, du NPD et du Parti vert. Par ailleurs, si Stephen Harper a reculé sur la question du financement public des partis, il ne faudrait pas oublier que durant son dernier règne il a sabré ou aboli certains programmes visant à permettre une participation publique égalitaire comme les coupes à condition féminine Canada ou la disparition du programme de contestation judiciaire.

En plus de ces menaces à la démocratie et à nos droits fondamentaux, de plus en plus de multinationales utilisent les différents outils à leur disposition pour limiter les droits démocratiques des citoyens. Par exemple, en utilisant le système judiciaire actuel, ces entreprises usent de poursuites bâillonnées (SLAPP) pour empêcher des organismes ou des individus de critiquer leurs activités. Par le biais du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) et avec l'aval des politiciens en place, elles négocient en secret des modifications à la réglementation canadienne, afin que celle-ci soit da-

vantage favorable à leurs intérêts économiques. D'ailleurs, qui ne se souvient pas de la manifestation dénonçant le PSP à Montebello où des agitateurs (policiers déguisés en manifestants) qui encourageaient la foule à lancer des pierres aux forces de l'ordre ont été démasqués par les manifestantEs? Ces exemples de déficit démocratique où les élites – politiques et économiques – décident unilatéralement de choix de société sans que les médias ou les partis d'opposition réagissent, traduisent le glissement du pouvoir décisionnel normalement dévolu aux citoyens et citoyennes vers la sphère des élites. Plus inquiétant encore est le fait que ces sphères décisionnelles sont composées non seulement de politiciens élus, mais également d'acteurs économiques qui n'ont pour seul objectif que de promouvoir leurs intérêts particuliers.

Étrangement, alors que s'affaiblit progressivement notre démocratie, nous osons entrer en guerre afin d'imposer notre très imparfait modèle à l'étranger...

D'ailleurs, parmi les puissants acteurs économiques, il ne faudrait pas oublier la place que prennent les médias de masse. Ces derniers, plutôt que d'offrir une information objective et de qualité qui permette à la population de mieux connaître la société dans laquelle elle vit, préfèrent mettre de l'avant leurs propres intérêts. Ils sont ainsi devenus de puissants conglomérats qui règnent en oligopole dans les pays du monde entier. Cette situation, bien que déplorable, n'est cependant pas surprenante. Les médias sont le plus grand outil de propagande au monde. Étant qualifiés de « quatrième » pouvoir, il est logique que les puissantes multinationales aient rapidement tenté de les contrôler et donc

de les posséder. Nul n'est sans savoir qu'un contrôle sur les médias signifie un contrôle sur l'opinion publique et donc un puissant outil d'influence. Bien que certains médias indépendants continuent de rejoindre une petite partie de la population et que l'arrivée d'internet a permis à ses usagers de diversifier leurs sources d'information, la majorité de la population s'informe encore aujourd'hui uniquement par le biais des grands médias.

Le portrait actuel de notre démocratie fait ressortir les attaques multiples qu'elle a subi au cours des dernières années. Fait encore plus intéressant, c'est majoritairement avec l'aval des personnes que nous avons élues, ou directement par ces personnes que ces attaques sont commises. Étrangement, alors que s'affaiblit progressivement notre démocratie, nous osons entrer en guerre afin d'imposer notre très imparfait modèle à l'étranger...

Démocratie: Le monde et nous

Dans nos sociétés mondialisées où se multiplient institutions internationales et régionales, forums économiques et autres sommets décisionnels, il est légitime de se poser comme question quel rôle les citoyens et citoyennes ont dans ces lieux de prise de décisions. De plus en plus, les institutions internationales, théoriquement en charge des questions globales, sont accusées d'illégitimité. Constituées et contrôlées par les pays occidentaux – principalement les États-Unis et l'Europe –, ces institutions font passer en premier lieu leurs intérêts économiques et politiques plutôt que ceux de la population mondiale. Elles s'intéressent au développement économique, mais peu au développement social et humain. Cette réalité pose la question de la démocratie dans la sphère internationale où les super-puissances nationales tentent d'imposer leurs valeurs et leurs systèmes politiques et économiques avec l'accord tacite de ces institutions qu'ils manipulent bien souvent à leur guise.

Les guerres en Irak et en Afghanistan, initiées par les États-Unis et l'OTAN sous le regard silencieux du Conseil de sécurité des Nations Unies, témoignent du pouvoir démesuré que détiennent les puissances militaires dans la sphère internationale. Menées officiellement au nom de la justice, de la liberté et de la démocratie, ces guerres auront coûté la vie à des centaines de milliers de civils – hommes, femmes et enfants –, détruit des milliers de maisons et d'infrastructures civiles, coûté des centaines de milliards de dollars, pour finalement apporter davantage d'insécurité dans ces pays. Aujourd'hui, après 7 ans de guerre en Afghanistan, Stephen Harper reconnaît qu'il sera impossible de vaincre les Talibans. Le résultat de ces sept ans de guerre nous aura cependant permis de tirer cette conclusion : le verbe conquérir est contradictoire avec le mot démocratie.

Lorsqu'on parle de démocratie, une seule conquête est possible : la conquête des esprits, celle des coeurs et la lutte pour la mise en pratique généralisée de valeurs universelles.

le verbe conquérir est contradictoire avec le mot démocratie. Lorsqu'on parle de démocratie, une seule conquête est possible : la conquête des esprits, celle des coeurs et la lutte pour la mise en pratique généralisée de valeurs universelles.

Le recul nous permet aujourd'hui d'affirmer que la tentative d'imposition de la démocratie, les armes à la main, a totalement discrédité les auteurs de ces invasions. Nous savons d'ailleurs aujourd'hui que, malgré les raisons officiellement invoquées, la démocratie n'était pas l'objectif réel de ces interventions. Au contraire, les interventions militaires, tant en Irak qu'en Afghanistan, étaient avant tout motivées par des objectifs stratégiques : s'approprier les ressources naturelles de ces

pays, contrôler de nouveaux marchés, implanter des bases militaires sur ces territoires hautement stratégiques et mettre en place des gouvernements favorables à l'Occident. Pourtant, les effets de ces choix ont été ravageurs, la « guerre contre le terrorisme » entraînant un recul général des droits de la personne, qui sont le cœur même de la démocratie, et laissé impunis les auteurs de ces assauts guerriers. Que ce soit l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, des États-Unis en Irak, de la Chine au Tibet, d'Israël en Palestine et au Liban, de la Russie en Georgie et en Tchétchénie, l'impunité pour tous est la règle. D'ailleurs, si les tribunaux pénaux internationaux ont traduit en justice une centaine de hauts gradés militaires et politiques, force est de constater que jamais un ressortissant occidental n'a été accusé de quoi que ce soit...

Au cours des trente dernières années, de plus en plus d'États, notamment en Afrique, ont accédé à ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la « démocratie ». Cependant, la qualité de cette démocratie s'effrite grandement dans l'ensemble des pays du monde. La nature réelle des gouvernants (désir de pouvoir, idéologie politique, conflits d'intérêts, ingérence en politique extérieure) les manipulations du suffrage (découpage électoral, sélection des candidatEs, rôle de l'argent, mensonges électoraux, etc.) laissent apparaître un vaste éventail de perversions de la démocratie, quelquefois même acceptées par la majorité des votantEs.

Environnement: Chez nous

La crise économique actuelle et les plans de sortie de crise proposés par les gouvernements fédéral et provincial ont pratiquement relégué la question de la protection de l'environnement aux oubliettes. Pourtant, alors qu'un récent rapport montrait que le Canada gaspillait allègrement ses ressources et se classait au 7e rang des pires pays au monde pour ce qui est de l'empreinte écologique, bien peu de mesures ont été proposées pour améliorer ce piètre bilan. Au contraire! Plutôt que d'investir dans le développement du transport en commun et d'infrastructures éco-énergétiques, les grands chantiers de construction ont plutôt été orientés vers la construction de routes, d'autoroutes et de viaducs. Au niveau de l'agriculture, le rapport Pronovost, qui proposait d'intéressantes mesures pour améliorer nos pratiques agricoles et la qualité de notre environnement, se trouve toujours sur les tablettes, le gouvernement y préférant le maintien de l'actuelle politique agricole industrielle et polluante. En ce qui a trait au développement énergétique, on nous annonce un développement accru de l'exploration gazière dans le St-Laurent avec, en plus, des congés de redevances de cinq ans pour cette industrie! Quant au plan de développement du Nord québécois, 670 millions de dollars seront investis pour la construction de routes et d'aéroports alors

que seulement 1,6 million (0,2 %) est alloué pour préserver l'environnement et valoriser le patrimoine naturel du Nord québécois.

Comment expliquer que nos gouvernements, après avoir adhéré au protocole de Kyoto, fassent de tels choix qui sont à l'opposé d'une économie verte et durable? Sachant que la pollution ne connaît pas de frontière, comment expliquer ce refus de nos gouvernements de contribuer à l'effort mondial ou mieux, de se poser en leader de ce mouvement?

Pourtant, une économie au service de l'environnement est loin d'être une utopie et la crise actuelle aurait dû nous permettre de nous rapprocher, voire d'atteindre cet objectif. Investir dans des emplois reliés au transport en commun, à la revitalisation des villes, au développement des énergies éolienne et solaire ou aux véhicules économes en carburant sont par exemple des solutions d'avenir. Il en faut cependant davantage. Devant l'ampleur de la crise environnementale, force est de constater que ces mesures seront insuffisantes. Il est d'ores et déjà reconnu qu'il faudrait plusieurs planètes terre pour étendre le mode de consommation occidental à l'ensemble des pays. Deux possibilités s'offrent alors à nous : répartir plus équitablement la richesse, ce qui implique de revoir nos modes de vie occidentaux ou maintenir la majorité de la population mondiale dans la pauvreté pour conserver nos privilèges. Or, ce dernier choix implique nécessairement un état constant de guerres et de conflits: les plus démunis cherchant à avoir les mêmes privilèges que nous et les privilégiés cherchant à conserver, voire augmenter leurs avantages sur le reste du monde.

Deux possibilités s'offrent alors à nous : répartir plus équitablement la richesse, ce qui implique de revoir nos modes de vie occidentaux ou maintenir la majorité de la population mondiale dans la pauvreté pour conserver nos privilèges.

Nos dirigeants, aveuglés par le dogme néolibéral, refusent d'explorer les possibilités d'une société et donc d'une économie différente, égalitaire. Partie prenante des grands privilégiés de ce monde, ils préfèrent conserver leurs privilèges et miser sur les puissances économiques actuelles. Puisque ces puissances économiques n'ont aucun intérêt pécuniaire à modifier leurs pratiques, le statu quo, tempéré de quelques politiques vertes de peu d'effets, demeure leur seul horizon. On n'a qu'à penser au secteur des biotechnologies où OGM, engrais et pesticides engendrent des milliards de dollars de profit annuellement, au secteur pétrolier qui explore, extrait et raffine pétrole et sables bitumineux, au complexe militaro-industriel qui développe bombes, chars d'assaut, armes (notamment biologiques et chimiques), aux industries de l'automobile et de l'aviation, au secteur gazier, etc. Ces oligopoles, par la nature même de leurs activi-

tés économiques, n'ont aucun intérêt à la promotion d'une économie verte et encore moins à l'abolition du système capitaliste. Ils sont au contraire non seulement la cause de cette pollution, mais également les principaux bénéficiaires de la répartition inégale de la richesse et des conflits et guerres qu'elle engendre.

Si nous vivons aujourd'hui une crise environnementale sans précédent, c'est que l'économie du profit à tout prix nous y a menés. Ce postulat pose une inquiétante question : notre économie est au service de qui ? Aujourd'hui, plutôt que de servir les citoyens, ce sont eux – et la planète entière ! – qui sont au service de l'économie. Celle-ci étant basée sur la croissance sans fin et donc la propriété et la consommation, elle nous pousse en tant qu'individu et société à acheter (et jeter) toujours davantage et à valoriser ces pratiques. Or, cette consommation de biens matériels a un coût environnemental et c'est cette facture qu'il faut aujourd'hui régler. Parce qu'il y aura un jour, qui n'est pas si lointain, un point de non-retour où il sera trop tard pour les regrets.



Environnement: Le monde et nous

Plusieurs économistes notent l'effet bénéfique de la crise financière sur l'environnement: le trafic aérien ralentit, les ventes d'automobiles diminuent, le ralentissement du marché immobilier freine l'étalement urbain et diminue les perspectives de destruction de l'écosystème naturel. Enfin, la réduction des prix des matières premières va diminuer la pression sur la forêt, comme l'observe

déjà le gouvernement brésilien. Une telle constatation démontre clairement que le système économique actuel provoque une lente destruction de l'environnement. Par le fait même, s'attaquer aux problèmes environnementaux sans revoir le modèle économique est voué à l'échec puisque mettre en place une économie verte implique d'abolir les prémisses de l'économie actuelle.

Il ne faudrait cependant pas croire que la crise financière pourrait permettre de lutter contre la dégradation de la planète. Au contraire, il est même à craindre que, comme en 1973 (1er choc pétrolier) la crise sociale liée à la crise économique fasse oublier l'environnement. D'ailleurs les mesures annoncées aux quatre coins de la planète n'ont absolument rien de rassurants. Ce sont les populations les plus fragiles qui sont et seront les premières et les plus lourdement touchées par cette crise environnementale. Ce seront elles les premières victimes d'un accès insuffisant à l'eau ou à une ali-

mentation de qualité. Ce sont ces mêmes personnes qui sont les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, à la pollution de l'air ou des cours d'eau. Ce sont d'ailleurs 15 000 personnes, principalement des personnes âgées qui sont décédées lors de la canicule de 2003 en France. Ce sont des pauvres qui ont vu leurs maisons, leurs écoles, leurs hôpitaux détruits lors de l'ouragan Katrina. Ce sont les Africains et Africaines qui subissent les sécheresses causées par le réchauffement climatique. Ce sont les autochtones de par le monde qui sont les premières victimes de la déforestation, de la pollution des cours d'eau et des disparitions d'espèces animales et végétales.

Pour répondre à l'urgence environnementale actuelle, il faut diminuer la production et la consommation matérielles. Cet objectif est incompatible avec le capitalisme. Ce système ne peut décroître que temporairement, par la crise, donc par le recul social. Après quoi, la dynamique de croissance repart de plus belle. Par conséquent, une solution s'impose et il faut avoir le courage et la volonté de la mettre en place. Les expériences alternatives au système capitaliste qui ont été tentées auparavant ont été malheureuses. C'est cependant en apprenant de ces erreurs du siècle dernier et en mobilisant la population autour d'un projet de société dont elle se sent partie prenante que nous pourrions changer les choses.

Conclusion

La crise économique actuelle est loin de se limiter à l'économie. Il s'agit également d'une crise sociale et écologique qui se traduit par l'épuisement des ressources, qu'elles soient alimentaires, énergétiques, climatiques ou naturelles. Notre monde connaît à nouveau les émeutes de la faim. Le fondement de notre économie depuis plusieurs décennies, – le pétrole – est en voie d'épuisement. Les catastrophes climatiques se multiplient, créant ainsi une nouvelle catégorie de réfugiés. La biodiversité mondiale décline et plusieurs espèces sont disparues ou en voie de l'être. L'impact de ces crises pèse lourdement sur les inégalités. Plus on est riche, plus on contribue à la pollution et moins on y est exposé. Moins on y est exposé, moins l'on pressent l'urgence d'agir.

Cette crise conduit au renforcement des inégalités, non seulement entre les différentes régions du monde, mais également à l'intérieur de tous les pays. Les médias nous la décrivent par des chiffres, de l'inflation, des taux de chômage, des saisies de maisons, des entreprises qui ferment, des subventions octroyées à gauche ou à droite (en fait uniquement à droite...). Or, derrière ces données se trouvent des individus et ce sont eux qui confirment le caractère insoutenable de la mondialisation dans ses formes actuelles.

Les périodes de crise, qu'elles soient de nature individuelle ou sociétale permettent généralement d'apporter des changements majeurs (pour le mieux ou pour le pire) qui n'auraient pas été possibles d'apporter en période de stabilité. Pour une rare fois au cours des cinquante dernières années, on se permet de critiquer publiquement le capitalisme. La crise actuelle a, jusqu'à maintenant, permis l'émergence de discours autrefois étiquetés comme utopiques ou trop radicaux. Cette opportunité que permet le contexte actuel doit nous pousser à nous mobiliser et exiger la société que nous voulons. Or, ces trente ans de néolibéralisme ont laissé, il faut bien le reconnaître, une société individualiste et dépourvue de culture politique. C'est à cette aliénation qu'il faut également s'attaquer. Si la tâche semble aujourd'hui colossale, elle ne le sera que davantage demain si rien n'est fait.



Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

1600 De Lorimier #396
 Montréal (Qc)
 H2K 3W5
 téléphone: 514-843-3236
 télécopieur: 514-843-6512
 www.mepacq.qc.ca

Les Tables régionales membres du MÉPACQ

Abitibi-Témiscamingue
 RÉPAT (819) 762-3114

Centre du Québec
 AGEPA (819) 795-441

Côte-Nord
 Table des groupes populaires (418) 589-2809

Estrie
 TROVEP (819) 566-2727

Lanaudière
 MÉPAL (450) 752-4700

Mauricie
 ROM (819) 379-2889

Montréal
 TROVEP (450) 443-9330

Montréal
 TROVEP (514) 527-1112

Outaouais
 TROVEP (819) 771-5862

Québec et Chaudière-Appalaches
 RÉPAC (418) 523-4158

Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau-Chapais
 MÉPAC (418) 547-2102

Membre auxiliaire:
 Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF)
 (514) 526-2673